

Décembre 2024 | Vol. 40, N°1

L'AMECQdote

Bulletin trimestriel de l'Association des médias écrits communautaires du Québec



**Les journaux
communautaire
sont KO**

P. 3-4

**Les rencontres
régionales**

P. 5-10

**Les 50 ans de
*Droit de parole***

P. 20-23

Table des matières

LE MOT DU DG

Les journaux communautaires sont KO Yvan Noé Girouard	3
--	---

LES RENCONTRES REGIONALES

Une petite information qui vaut beaucoup de dollars Joël Deschênes	5
Bilan des rencontres régionales 2024 Yvan Noé Girouard	6
Les formations de nos rencontres régionales Isabel Mayorga Tello	8
Des bénévoles qui s'informent et se forment Jocelyne Mayrand, <i>Ensemble pour bâtir</i>	9
Les photos des rencontres régionales Isabel Mayorga Tello	10

OPINION

Des trompe l'oeil partout Scott Stevenson, <i>Le Haut-Saint-François</i>	11
Pas toujours facile d'être un journal communautaire ! Christian Proulx, <i>Au Fil de la Boyer</i>	12

L'AMECQ EN BREF...

L'heure du bilan Chantal Turcotte, <i>L'Écho de Cantley</i>	13
<i>L'Écho d'en haut</i> tourne la page Daniel Bélanger, <i>L'Écho d'en Haut</i>	14
Des nouvelles du sondage Hervé Bernier, <i>L'Attisée</i>	15
Le journal est en reconstruction Jean-Marc Brais et Scott Stevenson, <i>Le Haut-Saint-François</i>	16

Les sudfranciscois tiennent à leur édition papier La rédaction, <i>L'Écho de Saint-François</i>	17
--	----

Les médias communautaires de Chaudière-Appalaches se mobilisent pour leur avenir Raynald Laflamme, <i>L'Écho de Saint-François</i>	18
---	----

ANNIVERSAIRES

<i>Droit de Parole</i> fête ses 50 ans Gilles Simard, <i>Droit de parole</i>	20
Les étincelles de rébellion et d'espérance de <i>Droit de Parole</i> Pierre Mouterde, <i>Droit de parole</i>	22
<i>Le Papotin</i> s'associe au Babillard Dudswell pour son 40 ^e Jean-Marc Brais, <i>Le Haut-Saint-François</i>	24
40 ans de <i>l'Attisée</i> : un feu qui ne s'éteint pas Hervé Bernier, <i>L'Attisée</i>	25

HOMMAGES

Très chère Marie-Josée Danielle Magny, <i>L'Alliance</i>	26
Michel-Antoine Le Doux tire sa révérence Jean-Pierre Fabien, <i>Le Sentier</i>	27
Merci Nicole Rowley Bédard ! Marc Cochrane, <i>Autour de l'Île</i>	28
Merci Nicole Morel ! Dominic Provost, <i>Le Papotin</i>	30
Gabrielle Jean, d'autres responsabilités Le conseil d'administration, <i>Au Fil de la Boyer</i>	31
Bloc générique	32

Les journaux communautaires sont KO



Yvan Noé Girouard

La campagne de sensibilisation «Les journaux communautaires sont KO», menée cet automne, aura porté fruit, du moins, elle aura attiré l'attention du ministre de la Culture et des Communications. Ce dernier a mandaté l'un de ses conseillers pour contacter plusieurs journaux ayant participé à cette campagne, afin de savoir ce qui ne va pas. Le manque de financement dû à la diminution considérable de l'achat publicitaire gouvernemental est sans contredit la réponse qui est revenue le plus souvent. En 2022-2023, les journaux communautaires n'ont reçu que 78776 \$ en publicité gouvernementale, ce qui représente 0,02% de la publicité allouée à l'ensemble des médias au Québec. En 2023-2024, la situation n'est guère mieux avec 87291 \$. Mais où va donc la publicité gouvernementale? Elle semble se diriger vers tout ce qui n'est pas imprimé: la radio, la télévision et, bien sûr, les médias sociaux.

Où est passée la publicité gouvernementale?

Voici une partie de la réponse donnée par la Direction générale des communications d'un gros ministère du gouvernement du Québec à une requête de notre agence de placements publicitaires (CPS): «Nous incluons toujours une part de médias communautaires dans chacune de nos campagnes de grande envergure, conformément aux règles gouvernementales du SCG (Secrétariat aux communications gouvernementales). (...) Conformément aux règles en vigueur, l'inclusion des journaux communautaires n'est pas exigée.» Nous appelons cela «ajouter l'insulte à l'injure»! Le fait de ne pas annoncer dans les médias écrits, qu'ils soient communautaires ou non, va inévitablement finir par tuer l'information locale et régionale. Est-ce que c'est ce que veut le gouvernement?

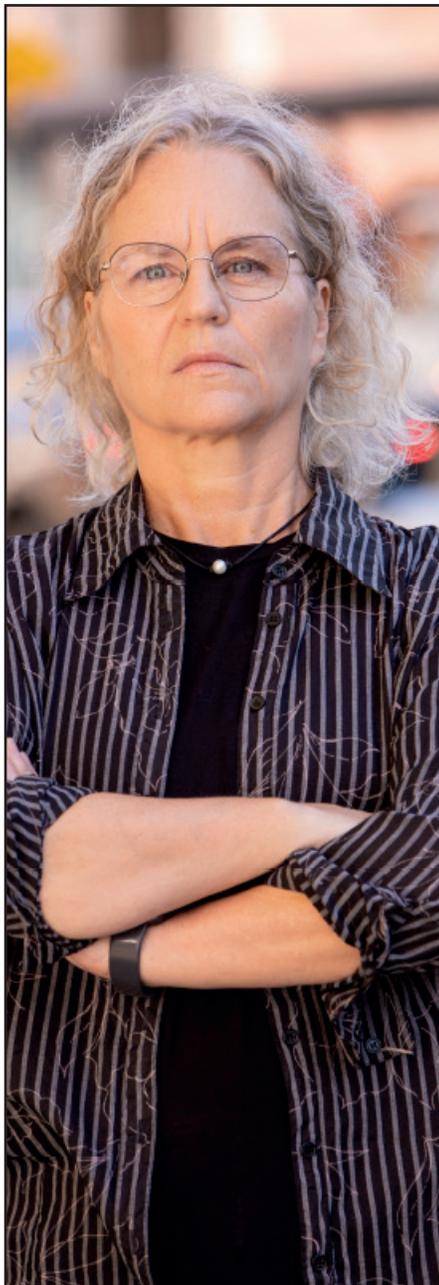
On manque de tout!

Confrontés à un manque de financement, un manque de revenus publicitaires, un manque de relève, les journaux communautaires imprimés sont-ils appelés à disparaître? Bien sûr, des solutions sont envisagées, telle la mise en commun de services entre différents journaux d'une même région afin de combler des besoins de gestion, de coordination, de rédaction ou de vente de publicité. Mais nous n'en sommes qu'à la réflexion; est-ce trop peu, trop tard? On veut nous faire prendre le virage numérique sans nous en fournir les moyens. Il faut savoir que ce n'est pas du tout rentable, du moins pas pour l'instant. Plusieurs de nos journaux n'ont pas de site adéquat, ou pas encore de personnel expérimenté pour effectuer des mises à jour régulières. Bref... on manque de tout!

(suite...)

S'organiser autrement

Les rencontres régionales tenues cet automne auront permis d'identifier nombre de problèmes auxquels sont confrontés les journaux communautaires, et, par la même occasion, d'essayer de trouver des pistes de solutions. Déjà, au cours de la dernière année, quatre journaux ont cessé leur publication. Trois autres ont aussi mis fin à leur parution papier et sont en réflexion, à savoir s'ils reprendront leurs activités uniquement sur le web. Enfin, deux ou trois autres se demandent s'ils seront encore là dans quelques mois s'ils n'ont pas réglé leur problème de relève et trouvé la perle rare pour agir comme coordonnateur et/ou rédacteur en chef. Est-ce qu'il y a encore de la place pour les journaux communautaires au Québec? Personnellement, je crois que oui. Il est peut-être juste temps de s'organiser autrement.



LES JOURNAUX COMMUNAUTAIRES SONT KO.

Monsieur le ministre de la Culture et des Communications, Mathieu Lacombe, devant la crise sociale, le gouvernement doit passer à l'action pour investir massivement dans le soutien des médias écrits communautaires du Québec. **#deKOàOK**

Une petite information qui vaut beaucoup de dollars

Joël Deschênes, président de l'AMECQ



J'ai assisté à deux rencontres régionales sur trois cet automne, et je suis sûr que celles-ci ont fourni à plusieurs journaux des pistes de solution pour résoudre des problèmes qui affectent la plupart de nos membres. En tant que trésorier de *L'Écho de Cantley*, je suis toujours à la recherche de moyens d'économiser afin de diminuer notre déficit d'opération. Le journal *Le Haut Saint-François* nous a fait part d'une petite information qui vaut beaucoup de dollars. Comme plusieurs d'entre nous, *L'Écho* utilise le service de publipostage sans adresse de Poste Canada, avec une distribution de 5800 exemplaires; cela représente un coût moyen de 1 250 \$ par mois.

Mais saviez-vous que les municipalités ont un tarif préférentiel EXTRÊMEMENT bon pour ce même service? On parle ici d'un tarif de 30 à 40% moins cher que celui des journaux communautaires! Aussi, saviez-vous qu'il est relativement facile pour un journal communautaire de pouvoir l'utiliser?

J'ai contacté la municipalité à propos de cette possibilité: on m'a répondu oui, et avec plaisir, très rapidement! La municipalité fera donc la commande pour *L'Écho de Cantley* et nous enverra la facture; rien de plus facile. Notre premier envoi à travers la municipalité se fera en décembre et, si tout va comme prévu, cela pourrait nous faire épargner près de 5000 \$ par année!

** Ce texte a été écrit avant la grève de Postes Canada*



Bilan des rencontres régionales 2024

Yvan Noé Girouard



Outre l'atelier de formation sur le bénévolat dans les petits milieux offert par Marilyne Fournier, directrice générale du Réseau action bénévole du Québec et celui sur les outils numériques «La vie sans Facebook», présenté par Louise Sarr, agente de développement numérique de l'AMECQ, les rencontres régionales auront permis des discussions constructives entre les participants. En voici quelques bribes.

Rencontre de Rouyn-Noranda, le 21 septembre

Le manque de relève

Lors de la rencontre en Abitibi, la discussion sur la gestion d'un journal communautaire a fait ressortir la problématique de la relève. Tous les journaux représentés cherchent des collaborateurs. Tous manquent de ressources humaines pour rédiger des textes, mais aussi pour maintenir le volet numérique. La situation est cependant plus cruciale chez certains journaux. Par exemple, une directrice générale quittera son poste en juin 2025, et s'il n'y a personne pour la remplacer, ce journal sera confronté à une fermeture imminente.

D'autres journaux manquent de bénévoles et essaient de recruter en dehors de leurs cercles naturels. Certains ne dépendent que d'une seule personne pour les tâches administratives et de production. Si cette personne devait quitter son poste pour une raison quelconque, cela mettrait en danger la survie même du journal. Certaines pistes de solution ont cependant été avancées, par exemple le partage de ressources entre les journaux d'une même région, ou la possibilité d'avoir une personne rémunérée qui effectuerait le travail administratif pour plus d'un journal.

Rencontre d'Ascot Corner, le 5 octobre

Équilibre entre le papier et le numérique

Lors de la rencontre d'Ascot Corner, la discussion a principalement été axée sur le dilemme de publication auquel sont confrontés les journaux : la version numérique versus la version imprimée. On a l'impression que malgré l'engouement pour le numérique, le papier n'est toutefois pas prêt de disparaître. On peut certes mettre des articles en ligne, mais le papier a encore sa place et demeure sans contredit important pour la population vieillissante. L'idéal est donc de produire les deux versions.

Il y a une inquiétude concernant la subvention du ministère de la Culture et des Communications que les journaux reçoivent. Un jour ou l'autre, on croit que le papier va finir par écoper. En effet, le MCC incite les journaux à accéder au web, mais on ne sait pas vraiment comment et pourquoi seront attribuées les subventions dans le futur. Le MCC veut que les journaux utilisent le numérique, mais les subventions pour l'imprimé

auront tendance à diminuer si les journaux publient moins d'exemplaires papier. Les journaux communautaires ne doivent pas être pénalisés s'ils se concentrent sur le web et impriment par conséquent moins d'exemplaires.

Avoir des ressources partagées

Les journaux n'ont pas de difficulté à trouver des chroniqueurs et des correcteurs, mais n'arrivent pas à recruter des gens pour s'occuper de leurs sites web. Tout le monde aimerait avoir quelqu'un pour s'occuper de son site; on ne peut pas s'improviser infographiste ou webmestre en un clin d'œil. Une idée intéressante a toutefois germé lors de la discussion: celle de ressources partagées, qui s'occuperaient des sites de plusieurs journaux. Il y a un avantage à cela, car il est possible de trouver quelqu'un en télétravail; cela pourrait donc être quelqu'un qui habite une autre région. L'AMECQ se penchera sur la question et envisagera de trouver une solution pour l'embauche éventuelle d'un contractant.

Le manque de publicité

Le manque de publicités locale et gouvernementale a également été déploré. Moins de 1% de la publicité gouvernementale a été attribué aux médias écrits communautaires au cours de la dernière année. Les participants s'entendent pour dire qu'ils devraient en obtenir davantage. On constate que la publicité locale est également en déclin. On a surtout affaire à des annonceurs philanthropiques, des annonceurs à l'année qui n'ont pas besoin de publicité, mais qui soutiennent le journal.

Il faut trouver d'autres modes de vente et de nouvelles façons d'annoncer. Différentes solutions ont été proposées: aller voir les clients en personne; offrir des concours pour les membres; avoir des formules chocs comme *Payez-nous un café*; établir un tarif fixe par mois pour la publicité web; vendre des numéros de pages. Là aussi, il faut considérer la possibilité de mutualiser la recherche, c'est-à-dire de trouver un même représentant publicitaire pour différents journaux d'une même région. On constate toutefois que les dates de publication sont différentes d'un journal à l'autre, ce qui constitue un grand défi.

Rencontre de Lévis le 19 octobre

La pérennité des journaux communautaires

Pour les journaux représentés à la rencontre de Lévis, la pérennité représente aussi un défi majeur, principalement en ce qui concerne le financement et le recrutement. Le financement affecte tout le monde. Il est encore heureux que les journaux reçoivent une subvention, car la vente de publicité ne pourrait suffire (il y a effectivement un ralentissement dans la vente de publicité locale, et dans les petits villages, les commerces ferment). Malgré la présente subvention, l'aide au financement de la part du MCC est jugée insuffisante. Sans permanence, la vie d'un journal est fragilisée. Est-ce que le MCC pourrait fournir une allocation de salaire? Ici aussi, des journaux craignent de fermer éventuellement s'il n'y a pas de relève.

La contribution des municipalités

Certains journaux ont l'aide de leur municipalité: le local fourni, la distribution par Poste Canada avec le tarif préférentiel de la municipalité... Les journaux souhaitent cependant une plus grande collaboration avec leurs municipalités, et que ces dernières deviennent des acheteuses de publicité. Le problème est que les municipalités mettent leurs annonces sur Facebook. « Si tu n'as pas Internet, tu n'es pas au courant de ce qui se passe dans la municipalité », de dire l'un des participants. On considère la possibilité de réduire le nombre d'exemplaires papier, de se contenter de points de chute ou encore de publier uniquement sur le web.

Les formations de nos rencontres régionales

Isabel Mayorga Tello



Lors de nos rencontres générales, plus précisément à Rouyn-Noranda, Ascot Corner et Lévis, les membres ont eu l'opportunité d'assister à deux formations très enrichissantes. La première, animée par Maryline Fournier, directrice générale du Réseau de l'action bénévole, portait sur le bénévolat dans les petits milieux. La seconde, intitulée «La vie sans Facebook», a été présentée par Louise D. Sarr, agente de développement numérique.

La formation sur les petits milieux a été particulièrement bénéfique pour nos membres, car pour la majorité d'entre eux, les bénévoles sont essentiels au bon fonctionnement de leur journal. Maryline est donc venue nous expliquer l'évolution du bénévolat depuis les dernières années en nous présentant des statistiques étonnantes sur les changements et les nouvelles mentalités, tant du côté des bénévoles que des ressources humaines. Elle nous a également fait part de nouvelles méthodes pour attirer des bénévoles, tout en soulignant qu'il est encore possible de les recruter et de les garder sur le long terme !

La deuxième formation a incité les membres à repenser leur stratégie numérique sans dépendre de Facebook, qui bloque l'accès à l'information canadienne. Étant donné que plusieurs membres ont subi la fermeture de leur compte META, Louise est venue proposer quelques options pour permettre une meilleure visibilité de leurs articles et pour faire de leur journal un média écrit communautaire reconnu.

Pour en savoir plus sur la formation du bénévolat dans les petits milieux, veuillez nous contacter sur info@amecq.ca (nous vous ferons parvenir la présentation PowerPoint par courriel). Quant à la formation «La vie sans Facebook», vous trouverez le PowerPoint sur notre site web à <https://amecq.ca/publications/ou-tils-de-formation/>



Le bureau de l'AMECQ sera fermé du 24 décembre au 5 janvier pour le temps de Fêtes. L'équipe de l'AMECQ vous souhaite un joyeux Noël et une bonne année !

Des bénévoles qui s'informent et se forment

Jocelyne Mayrand, *Ensemble pour bâtir*, Évain, octobre 2024

Le 21 septembre 2024 se tenait une rencontre régionale des journaux communautaires de la région.

Cinq journaux étaient représentés par 12 participantes œuvrant dans le journal de leur communauté: *L'Alliance de Preissac*, *Ensemble pour bâtir* du quartier Évain, *L'Indice bohémien*, journal culturel de l'Abitibi-Témiscamingue, *Montbeillard en bref* et *Le Vrai Citoyen* de Normétal.

Le bénévolat dans les petits milieux

Dans le milieu communautaire, les bénévoles sont indispensables et ils ont des attentes par rapport à leur implication. Que ce soit pour participer à la vitalité de leur milieu, pour rencontrer d'autres personnes et acquérir de nouvelles connaissances ou pour le plaisir, toutes les motivations sont à considérer.

Les petits milieux présentent un plus grand sentiment d'appartenance qu'un milieu urbain. La tendance du recrutement se situe dans l'entourage proche des bénévoles en place et se fait souvent par le bouche-à-oreille, par la famille et les amis.

La personne qui joint un organisme doit être initiée à sa fonction par une formation et intégrée à l'équipe en place. Il importe de bien cibler les intérêts de ces personnes et de les accompagner.

Cet atelier était présenté par Marilyne Fournier, directrice générale du Réseau de l'action bénévole du Québec.

Les outils numériques disponibles en ligne

Afin d'aider les bénévoles des journaux communautaires à améliorer leur gestion, leur visibilité ainsi que

l'interaction avec le public, différents outils numériques sont accessibles et faciles à utiliser.

Louise D. Sarr, agente de développement numérique de l'Association des médias écrits communautaires du Québec, a fait un survol d'outils de gestion de contenu, de rédaction et d'édition, de conception graphique, de gestion de réseaux sociaux, de communication et de marketing par courriel, et plus encore.

Ces différents outils pourront être explorés selon les orientations des membres dans les équipes de bénévoles en rédaction, correction et gestion.

Échanges et pistes de solutions

Une période a aussi été consacrée aux échanges sur les difficultés rencontrées par ces organisations ainsi qu'à des pistes de solutions. Trois bénévoles du journal *Ensemble pour bâtir* ont participé à cette journée de formation et d'échanges: Louise Villeneuve, webmestre, Brigitte Naud, correctrice, et Jocelyne Mayrand, administratrice.



Crédit photo : Isabel Mayorga Tello

Les rencontres régionales de l'AMECQ en quelques images !



Des trompe-l'œil partout

Scott Stevenson, *Le Haut-Saint-François*, Cookshire-Eaton, 29 octobre 2024

Vous avez peut-être déjà remarqué que maintenant, vos photos cellulaires du beau coucher de soleil ou des aurores boréales sont plus belles que ce que vous avez vu à l'œil, en réalité. Justement, les nouveaux appareils semblent augmenter et exagérer la réalité. Les nouvelles technologies nous trompent.

Ça fait penser aux conversations dans les médias sociaux, surtout aux différences d'opinions. Nos différences sont exagérées par les algorithmes ainsi que par la simple vitesse de communication, entre autres, des nouvelles technologies. Tout d'un coup, l'ami avec qui on pouvait trouver un terrain commun dans le passé a maintenant des croyances, nourries par les médias sociaux, qui sont exagérées, et nous ne sommes plus capables de nous entendre.

Dans le cadre d'une campagne pour la Semaine nationale des journaux, plus tôt en octobre, les médias d'Info Canada ont invité le public à un «retour à la réalité, en rendant hommage aux personnes qui produisent de vraies nouvelles..., c'est-à-dire un contenu qui fait l'objet de recherches et de vérifications avant d'être publié», selon un communiqué publié sur le site communitywire.ca le 7 octobre dernier.

En fait, la différence entre un journal communautaire et un média social est comme celle entre un producteur de pommes du Haut-Saint-François et un méga-verger californien ou chinois. À qui faites-vous le plus confiance? Pourquoi?

Mais peut-être que le méga-verger californien achète des pommes produites dans le Haut-Saint-François et nous les revend. Est-ce si mauvais? La différence est surtout dans le traitement des pommes, le traitement des informations. Est-ce qu'on veut un monde où le dialogue public et le partage des informations passent par une méga-entreprise privée dans un pays lointain?

Est-ce qu'on veut le type de dialogue présent dans les médias sociaux aujourd'hui? Avec une exagération de la réalité?

Quand votre journal communautaire choisit mal le titre d'un article, n'est pas assez équilibré dans son traitement d'un débat, ou critique d'une façon injuste, vous prenez le téléphone et vous appelez la journaliste ou le directeur. Bonne chance pour le faire avec votre média social!

Vous avez peut-être déjà remarqué maintenant que le prix n'est pas un idéal en soi dans la vie. Un bas prix vient avec d'autres coûts, comme la qualité, mais aussi, de nos jours, comme la pérennité d'entreprises locales. Il n'y a plus de magasin général à Island Brook où acheter une pinte de lait ou du pain, parce que nous avons préféré les acheter à plus bas prix en ville. Il n'y aura plus d'IGA à Cookshire ou East Angus à l'avenir si on préfère toujours acheter à plus bas prix à Sherbrooke ou de compagnies lointaines qui livrent le lendemain. Il n'y aura également plus de journaux communautaires si on préfère défiler d'une distraction à une autre en ligne, d'une petite bouchée éphémère d'information à une autre.

Le journal régional *Le Haut-Saint-François* a été créé en 1986 en partie pour «favoriser... un dynamisme» au plan de l'économie et de la société de la région. Nous continuerons à le faire, avec une fiabilité et une crédibilité sans pareil – en produisant «un contenu qui fait l'objet de recherches et de vérifications avant d'être publié».

Journal régional
Le
HAUT-SAINT-FRANÇOIS

Pas toujours facile d'être un journal communautaire !

Christian Proulx, *Au Fil de la Boyer*, Saint-Charles-de-Bellechasse, octobre 2024

Au cours des dernières années, plusieurs journaux membres de l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ) ont connu des difficultés financières et organisationnelles. Certains ont été contraints de jeter l'éponge, d'autres ont choisi d'abandonner la publication papier pour ne diffuser que sur le Web et les médias sociaux.

Contrairement à plusieurs d'entre eux, la situation financière de *La Boyer* est relativement bonne pour le moment. Malgré le soutien financier municipal et celui du ministère de la Culture et des Communications (MCC), la survie de *La Boyer* n'est pas, à moyen terme, assurée pour autant. Le journal n'a plus accès aux publicités gouvernementales du Québec et celles du milieu diminuent.

En plus, nous sentons que le Ministère souhaite que les journaux communautaires deviennent des journaux numériques seulement. Publier sur Internet ou sur papier, c'est pourtant le même travail. Est-ce cela que nous voulons pour Saint-Charles ?

Ceci dit, le problème principal d'un organisme communautaire comme *La Boyer* est d'abord celui de trouver de nouveaux bénévoles. L'équipe ne rajeunit pas et les plus jeunes ont de nombreuses responsabilités familiales et sociales. Alors, où sont les volontaires ?

Des solutions ! Il y a certainement des solutions à ces difficultés communes à toutes les organisations

de bénévoles. Nous avons cependant besoin de vous pour les trouver et pour discuter des questions posées, comme :

- Devrait-on abandonner l'édition papier pour diffuser sur un site web ?
- Devrait-on recourir à des incitatifs financiers pour le travail au journal ?
- Devrions-nous envisager une collaboration avec des journaux communautaires de Chaudière-Appalaches ?
- Devrions-nous solliciter de la publicité régionale ?



Crédit photo : *La Boyer*

L'heure du bilan

Chantal Turcotte, présidente du conseil d'administration de *L'Écho de Cantley*, septembre 2024

À la fin de l'année financière, tout organisme doit faire le bilan des revenus et des dépenses et planifier l'avenir en conséquence. *L'Écho de Cantley* ne fait pas exception à la règle. Les années de pandémie ont été fastes pour le journal en raison des ventes d'annonces gouvernementales liées à la vaccination et aux mesures de prévention, ce qui nous a permis d'engranger en vue des périodes de vache maigre. L'année qui vient de s'écouler a vu ce petit cousin commencer à fondre comme neige au soleil à la suite de l'augmentation des coûts de production et de la diminution des revenus. Le journal accuse en effet un déficit de plus de 13 000 \$ cette année.

La situation est inquiétante pour un petit organisme communautaire sans but lucratif comme le nôtre, qui vit de l'engagement des pouvoirs publics et de la communauté des affaires. Il faudra sans doute prendre des décisions difficiles.

Les gains et les pertes ne se mesurent pas seulement à l'aulne de notre situation financière.

Au rang des gains, on peut inscrire la reconnaissance de l'excellence de nos collaborateurs et collaboratrices par l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ). Nous avons obtenu six nominations et remporté deux premiers prix et un troisième prix. Une belle récolte!

Au rang des pertes, on compte le départ d'une bénévole de la première heure, Kristina Jensen, qui nous manque beaucoup et que nous remercions à nouveau pour ses nombreuses années de dévouement au sein du journal.

La colonne des actifs, quant à elle, est longue et bien fournie.

Mentionnons la collaboration des trois écoles primaires, des organismes communautaires comme le Petit Café, Art de l'ordinaire, les Étoiles d'argent, Cantley 1889 ou le Comité de jumelage de Cantley. Sans oublier la contribution d'une trentaine de bénévoles qui partagent avec nous leur passion des champignons sauvages, des phénomènes astronomiques, des oiseaux, de l'histoire de Cantley, du cinéma et j'en passe. Je tiens aussi à souligner le travail extraordinaire des membres du personnel de production, qui ne comptent ni leur temps ni leurs efforts, de même que l'engagement des membres du conseil d'administration.

Des passifs, à *L'Écho de Cantley*, il n'y en a pas! Il n'y a que des actifs, des gens qui font bouger les choses, qui veulent informer, éveiller les consciences, partager leur savoir et faire connaître leur opinion. Leur sujet de prédilection cette année? L'environnement. Le transport. Les taxes municipales. Le développement et l'identité de Cantley. Ce sont des enjeux qui nous touchent directement, dans notre quotidien, et que les autres médias couvrent peu ou pas.

C'est dire que *L'Écho de Cantley* joue un rôle unique dans notre collectivité de plus de 11 000 habitants et habitantes. Il donne une vitrine aux centaines de bénévoles qui œuvrent dans nos organismes communautaires, à nos enfants et à leurs professeurs qui sont l'âme de nos écoles, à nos artistes, à nos athlètes et à toute personne qui veut mettre en valeur un fait ou une réalisation. Il donne une voix aux citoyens et citoyennes qui cherchent à se faire entendre. Il donne une tribune à celles et ceux qui souhaitent transmettre leurs connaissances. Bref, il contribue à créer un sentiment d'appartenance.

(suite...)

Je lève donc mon chapeau à tous les bénévoles dont le travail permet la réalisation de ce petit miracle qu'est la création des onze éditions du journal. J'aimerais également transmettre toute ma gratitude à nos gens d'affaires, dont l'appui est essentiel, et au ministère de la Culture et des Communications du Québec, pour son soutien dans le cadre du programme Aide au fonctionnement pour les médias communautaires.

Permettez enfin que je remercie de façon plus particulière mon collègue et ami, Joël Deschênes, sans qui *L'Écho de Cantley* aurait du mal à se maintenir à flot. Qu'il s'agisse de faire les états financiers, d'écrire

un éditorial, de prendre des photos, de communiquer avec les annonceurs ou les organismes, de guider la production, il lève la main, et son engagement n'a d'égal que sa passion pour sa communauté. Merci du fond du cœur, Joël.

Longue vie à *L'Écho de Cantley*!



L'Écho d'en Haut tourne la page

Daniel Bélanger, *L'Écho d'en Haut*, Saint-Pamphile, septembre 2024

Le conseil d'administration et la direction vous annoncent que ce numéro de septembre 2024 est la dernière édition «papier» de *L'Écho d'en Haut*. Décision difficile. L'équipe demeure fière du travail accompli. *L'Écho d'en Haut* est une aventure qui dure depuis 41 ans.

Depuis 2022, la situation budgétaire du journal se fragilise. Nous avons réalisé des économies, mais des impératifs sont devenus insurmontables : le commerce se fait en ligne – d'où la baisse de revenus publicitaires, et les organismes subventionnaires privilégient le virtuel – d'où la diminution drastique des subventions gouvernementales.

Mais l'équipe n'abandonne pas : l'information locale est, pour nous, essentielle. Nous faisons une pause avant de nous rebâtir. Nous interrompons toute publication. Nous prenons un temps de réflexion afin de mettre sur pied une formule en ligne.

Nous tenons à rassurer le milieu : nous honorerons nos obligations. Nous consulterons nos publicitaires, les municipalités de L'Islet-Sud. Nous invitons nos lecteurs à se manifester (vous connaissez nos coordonnées).

L'équipe de direction a fait preuve de passion et de sincérité pour la publication de l'édition papier de *L'Écho d'en Haut*. Ça donne le vertige, le virage que le journal doit prendre pour continuer d'exister autrement.

Le conseil d'administration tient à remercier les lecteurs, les publicitaires et les municipalités pour l'accompagnement jusqu'ici. Nous vous donnons rendez-vous pour une nouvelle formule.



Des nouvelles du sondage...

Hervé Bernier, *L'Attisée*, Saint-Jean-Port-Joli, septembre 2024

Vous avez été patients et comme promis dans l'édition d'août du journal, voici les faits saillants du sondage. Vous avez été relativement nombreux à répondre (180 personnes), ce qui représente environ 6% du nombre de copies du journal distribuées. De plus, cinq personnes ont accepté de répondre à nos questions lors d'entrevues dirigées en lien avec le sondage. Je profite de l'occasion pour les remercier. On le sait, les statistiques montrent un vieillissement général de la population et ce fait se manifeste au niveau de notre lectorat. Ainsi, 52% des personnes ayant répondu sont âgées de 65 ans et plus, 29% se situent dans la tranche de 45 à 64 ans et 18% dans celle des 25 à 44 ans. Seulement 1% des moins de 25 ans ont répondu.

Le journal est distribué gratuitement aux résidents de Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Aubert et Saint-Damase. La majorité des réponses provient de Saint-Jean-Port-Joli (73%). Les réponses en provenance de Saint-Aubert et de Saint-Damase représentent, respectivement, 19% et 1%. Fait à noter, 7% des réponses proviennent de l'extérieur de la région, soit de personnes qui paient un abonnement au journal ou qui le consultent sur notre site internet.

Bon nombre de lecteurs et lectrices (42%) disent lire tout le contenu, alors que 44% mentionnent lire ce qui les intéresse. Environ 13% en font seulement un survol. Parmi les personnes qui le lisent, 88% le trouvent informatif, 67% le qualifient d'intéressant et 55% le trouvent important. Pour 98% des répondants et répondantes, le nom du journal, *L'Attisée*, plaît et les gens y sont attachés.

Parmi les principaux sujets d'intérêt que le lectorat souhaiterait lire, on retrouve des articles qui portent sur les entreprises de la région (78%), les éléments d'his-

toire de la région (73%), l'engagement communautaire (68%), l'alimentation locale (63%), le patrimoine (60%) et la culture (59%). Au niveau du format du journal, c'est à 99% que se situe le choix pour une version imprimée. Par ailleurs, en termes de motivation à consulter le journal, 97% le consultent pour être informés sur ce qui se passe dans le milieu, et 77% pour trouver des entreprises ou des commerces locaux offrant les biens ou les services recherchés.

Dans sa forme actuelle, les sujets qui intéressent le lectorat se présentent comme suit: les informations municipales (92%), les nouvelles en provenance des organismes communautaires (76%), les dates, horaires et programmations des événements (74%), les articles traitant d'histoire (67%), ceux présentant les nouvelles entreprises (64%) et les critiques littéraires (63%). (...)

Concernant l'avenir du journal, la très grande majorité des réponses indique qu'il faut conserver la version imprimée du journal; toutefois, pour 28% des répondants et répondantes, le journal devrait aussi offrir une page Facebook. Par ailleurs, 70% des personnes ayant répondu ne souhaitent pas rédiger de contenu

pour le journal. Les raisons évoquées sont le manque de temps ou d'idées et une certaine gêne à s'afficher publiquement.

La prochaine étape sera le dépôt et l'analyse d'un plan de développement du journal s'appuyant sur les résultats du sondage. Une trentaine de personnes se sont montrées intéressées à participer à la suite de la démarche. Celles-ci seront contactées au cours de l'automne. C'est à suivre.



Le journal en reconstruction

Jean-Marc Brais et Scott Stevenson, *Le Haut-Saint-François*, Cookshire-Eaton, septembre 2024

Si le journal régional *Le Haut-Saint-François* était une maison, alors nous serions en reconstruction.

Depuis le début juillet, l'équipe du journal compte un nouveau directeur général, Scott Stevenson, après quelques mois de recherche. Journaliste depuis plus de trente ans pour plusieurs publications locales comme le *Sherbrooke Record*, *La Tribune* et le *Townships Sun*, il a aussi une longue expérience dans la gestion d'organismes communautaires.

Depuis la fin juillet, Jean-Marc Brais est de retour à l'emploi du journal, cette fois à titre d'agent de développement numérique. Il avait été journaliste pour *Le Haut-Saint-François* de 2017 à 2019, en plus de ses projets multiplateformes. Dans ses nouvelles fonctions, Jean-Marc aide le journal à publier activement sur le site internet et sur [la page Facebook](#).

La maison du journal s'agrandit. Ainsi, les activités numériques s'ajoutent à la version papier qui, elle, continue à un rythme de 24 parutions par année. Sur le site internet, on retrouve l'actualité du Haut-Saint-François qui s'est développée plus rapidement que ne le permet le suivi de l'édition papier.

Jean-Marc et Scott se joignent à une équipe aguerrie à la permanence du journal. On y retrouve l'adjointe administrative Francine Prévost, employée au journal depuis 27 ans, et l'infographiste Maxime Robert, en poste depuis 13 ans.

La fin de notre contrat avec le journaliste Ronald Martel au mois d'août laisse un vide dans le journal, que nous remplissons à court terme par des textes de pigistes ainsi que de Scott et de Jean-Marc. La conseillère publicitaire Coralie Mathieu quitte aussi, retournant aux études. Le journal est ainsi à la recherche de son remplaçant, un futur membre dynamique de

l'équipe qui aimerait aider à innover et augmenter nos services aux clients.

En tant que fondation de l'organisme qu'est le journal, le conseil d'administration amène une base solide, représentant les membres et lecteurs-rices qui l'élisent annuellement. Le conseil est mené par la présidente Lisa Irving, la vice-présidente Suzanne Jutras et le trésorier Pierre Couture, en plus de comprendre Alexandra Jacquet, Pauline Beaudry, Francine Prévost et Daphné Raymond comme administratrices.

Notre toit, ce qui nous garde à l'abri, ce sont nos fidèles clients annonceurs, qui incluent également les 14 municipalités du Haut-Saint-François, en plus de Saint-Malo. À eux s'ajoutent les programmes d'aide gouvernementale pour les médias écrits, principalement celui du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

La presse vit une révolution amenée par les technologies de l'information. C'est une transformation sociale semblable au passage de nos maisons de pierres placées à la main à des maisons de 2×4/2×6 préconçues et préfabriquées. La préservation et le succès de la presse écrite deviennent alors un enjeu important pour l'avenir de notre société libre, ce que votre équipe du journal régional *Le Haut-Saint-François* entend poursuivre avec talent, vision et joie.

Lisez-nous attentivement pour découvrir nos beaux développements architecturaux, sur papier et en ligne, à venir dans les prochaines semaines !

Scott Stevenson,
Francine Prévost,
Maxime Robert
et Jean-Marc Brais.



Les sudfranciscois tiennent à leur édition papier

La rédaction, *L'Écho de Saint-François*, Saint-François-de-la-Rivière du Sud, octobre 2024

L'*Écho de Saint-François* livre la synthèse de la consultation sur l'avenir du journal dans la communauté.

Participants et déroulement

La consultation s'est tenue le 17 février 2024 avec la participation de 32 personnes. Les participants ont pris part à deux ateliers en petits groupes, avec des questionnaires sur leurs habitudes de lecture et leur appréciation des contenus.

Résultats des ateliers

Atelier 1

Les participants ont discuté des éléments clés du journal. Trois thèmes principaux ressortent :

- Les nouvelles locales (école, agenda, décès).
- Les informations sur les organismes (patrimoine, loisirs).
- Les sujets municipaux (procès-verbal, mot du maire). Les répondants ont majoritairement préféré la version papier du journal, trouvant qu'elle favorise l'accès pratique et la mise en évidence des informations.

Atelier 2

- Les propositions pour améliorer le journal incluent : Plus de contenus sur les organismes communautaires et les nouveaux arrivants.
- Des sujets liés à la municipalité (gestion de l'eau, matières résiduelles) et à l'agriculture.
- Davantage de reportages sur les écoles (primaire et secondaire) et les industries locales.

- Concernant les partenariats, les participants suggèrent de collaborer davantage avec les entreprises locales, la Municipalité, ainsi que des organisations régionales.

Sondage de satisfaction

Sur 24 répondants, une seule personne n'était pas satisfaite de la consultation. Quelques critiques ont mentionné la redondance des questions et la durée excessive de la consultation.

Habitudes de consultation

La majorité préfère la version papier et peu consultent l'édition Web ou les plateformes numériques comme YouTube ou Spotify. Seulement 17 personnes sur 24 sont membres du journal, principalement motivées par leur soutien à l'information locale. Les participants sont divisés sur la contribution annuelle de 5\$, certains la jugeant insuffisante.

En conclusion, la consultation a permis de mettre en lumière l'importance des nouvelles locales et la préférence pour la version papier, tout en soulignant le besoin de renforcement des contenus et des partenariats.



Les médias communautaires de Chaudière-Appalaches se mobilisent pour leur avenir

Raynald Laflamme, *L'Écho de Saint-François*, Saint-François-de-la-Rivière du Sud, octobre 2024

Le samedi 14 septembre à Saint-Jean-Port-Joli, une rencontre cruciale a réuni les représentants de neuf journaux communautaires de la région Chaudière-Appalaches. Cette consultation régionale, orchestrée par l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ), visait à tracer les contours de l'avenir de la presse locale face aux défis contemporains.

Dans un contexte de crise de l'information et de révolution numérique, les artisans de la presse communautaire ont répondu présents à l'appel de Raynald Laflamme, délégué régional de l'AMECQ pour Chaudière-Appalaches. Au total, 16 représentants issus de différentes municipalités des MRC de L'Islet, Montmagny et des Appalaches ont participé à cette demi-journée de réflexion et d'échanges.

«Nous sommes à un tournant décisif, a déclaré Raynald Laflamme dans son mot d'ouverture. La crise de l'information locale, le déclin de la publicité et la révolution numérique nous confrontent à des défis sans précédent. Pourtant, notre rôle n'a jamais été aussi vital.»

Au cœur des discussions, plusieurs enjeux majeurs ont été abordés :

- L'équilibre entre les éditions papier et la présence numérique
- Les stratégies face à la raréfaction de la publicité locale et gouvernementale

- Le renouvellement et l'élargissement de la base de bénévoles
- L'innovation dans les modèles de financement et de distribution
- La transmission du flambeau à la nouvelle génération

Les participants ont souligné l'importance cruciale de leurs publications papier dans le tissu social de leurs communautés.

«Nos journaux sont bien plus que des sources d'information : ils sont le reflet fidèle de la vie de nos communautés, le lien vital entre les citoyens et leur milieu de vie», a rappelé M. Laflamme.

Parmi les journaux représentés, on comptait notamment *L'Écho de Saint-Pamphile*, *Le Hublot* de L'Islet, *L'Attisée* de Saint-Jean-Port-Joli, *Le Réveil* de Saint-Fabien-de-Panet et *L'Arrivage d'Adstock*. Chacun a pu partager ses expériences et ses préoccupations, contribuant à une réflexion collective sur l'avenir de la presse communautaire dans la région.

Il est à noter que cette consultation a bénéficié du soutien financier de l'AMECQ à hauteur de 2 000 \$, ainsi que d'une contribution de 1 000 \$ de la part de Mathieu Rivest, député de Côte-du-Sud et adjoint gouvernemental au ministre de la Culture et des Communications. Bien qu'invité, M. Rivest n'a pu être présent à la rencontre.

(suite...)

Cette journée de consultation marque une étape importante dans la mobilisation des médias communautaires de Chaudière-Appalaches. Face aux défis qui se profilent, les participants ont réaffirmé leur engagement à poursuivre leur mission d'information de proximité, tout en explorant de nouvelles voies pour assurer la pérennité de leurs publications.

La suite de cette initiative sera suivie de près par tous les acteurs du secteur. Les conclusions et recommandations issues de cette consultation pourraient bien influencer l'avenir de la presse communautaire dans la région, voire au-delà. Aussi, elles seront transmises aux partenaires de l'information locale en région, soit les instances régionales représentées par les MRC du territoire et l'ensemble de la députation caquiste de Chaudière-Appalaches.

Liste des journaux présents à la consultation MRC de L'Islet

- *L'Écho de Saint-Pamphile* (7 municipalités de L'Islet-Sud)
- *Coup d'Oeil sur St-Marcel* – Saint-Marcel
- *Le Cyri-Lien* – Saint-Cyrille-de-Lessard

- *Le Hublot* – L'Islet
- *L'Attisée* - Saint-Jean-Port-Joli

MRC de Montmagny

- *Le Réveil* – Saint-Fabien-de-Panet
- *Le Beau Regard* – Sainte-Lucie-de-Beauregard
- *L'Écho de St-François* – Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, MRC des Appalaches
- *L'Arrivage d'Adstock* – Adstock

Source: Raynald Laflamme, délégué régional de Chaudière-Appalaches, Association des médias écrits communautaires du Québec



Droit de Parole fête ses cinquante ans

Gilles Simard, *Droit de parole*, Québec 2024

Fondé à l'automne 1974 par des membres de groupes populaires de la basse-ville de Québec, le journal *Droit de Parole*, plus vieux journal communautaire au Québec et seul membre fondateur restant de l'Association des médias écrits communautaire du Québec (AMECQ), souligne cet automne son cinquantième anniversaire, rien de moins.

Eh oui, l'épopée de *Droit de Parole*, c'est un demi-siècle à jouer les chiens de garde de la démocratie en portant les revendications communautaires et citoyennes avec des dizaines de milliers de textes, de photos et de dossiers sur des enjeux locaux d'environnement, d'aménagement urbain, de santé mentale, de logement, de défense des droits des femmes, des immigrants, des consommateurs, des travailleurs, des détenus, des minorités sexuelles, des étudiants et des citoyens. Un demi-siècle à distiller une contre-information inspirée des valeurs de la gauche universelle, tout en s'adaptant, chaque demi-génération, aux besoins et aux revendications spécifiques des nouveaux groupes, en tenant compte le plus possible des modes d'expression et des susceptibilités de chacun. Tout un exercice parfois que celui-là!

Cinq décennies donc, pendant lesquelles les membres de *Droit de Parole* ont su vaillamment résister à l'entrisme des groupes marxistes de l'époque, aux différentes poursuites judiciaires (Ville, promoteurs immobiliers, groupes privés), aux sirènes de la politique partisane, aux (trop) nombreuses coupures de subvention des différents gouvernements, aux aléas de la bureaucratie ministérielle, au virage numérique, à l'envahissement des réseaux sociaux, à la pandémie de Covid, à l'embargo des GAFAM, et quoi encore...

Un contrepois utile et nécessaire

Cinquante ans, imaginez! En fait, et sans trop se la jouer pompeuse question résilience et durée, ce sont tout de même cinq décennies pendant lesquelles les différentes équipes du journal tabloïd (distribué gratuitement dans les quartiers centraux de Québec) se sont relayées pour faire un contrepois utile et nécessaire aux six différentes administrations municipales qui se à sont succédé depuis les années soixante: celles des Lamontagne, Pelletier, L'Allier, Boucher, Labeaume et maintenant l'administration Marchand.

Un rôle de critique (souvent en solo) qui s'est avéré crucial pendant des événements majeurs tels le bouleversant réaménagement du centre-ville de Québec au cours des années 60-70, Québec 84 (*Mer et Monde*) et la venue de Jean-Paul II, le Sommet Reagan-Mulroney (85), le Sommet des Amériques (2001), l'arrivée de la radio-trash (Radio X), l'opération Scorpion (prostitution juvénile), le dossier Rabaska (Lévis), le port de Québec et sa pollution, le printemps érable et le droit de manifester dans la Capitale-Nationale, le tramway et le troisième lien... Autant de dossiers brûlants, parfois très déchirants, pour lesquels le journal a souvent pu exprimer et dénoncer ce que les médias traditionnels ne pouvaient ou n'osaient pas faire. Est-il besoin de rappeler ici que nombre de ces dossiers, qu'il s'agisse de rareté de logement, d'enjeux de mobilité durable (tramway, troisième lien, etc.) d'embourgeoisement, d'environnement, de santé mentale et d'itinérance, sont plus que jamais d'actualité?

(suite...)

Pour un financement adéquat

Cela dit, comme pour les grands médias traditionnels, les temps sont durs pour les médias alternatifs et communautaires, et *Droit de Parole* a beau se targuer d'être un journal résilient, progressiste, durable et polyvalent, il n'échappe pas non plus à plusieurs contraintes et défis de taille: baisse de subvention du ministère de la Culture et des Communications, boulimie publicitaire des GAFAM et raréfaction des annonceurs locaux, relève plus difficile à trouver, concurrence des réseaux sociaux combinée au blocage de Méta... Bref, par moments, on dirait que tout concourt à notre mise au rancart. Fort heureusement, le journal peut compter sur un lectorat fidèle qui apprécie le produit, ainsi que sur une base militante et bénévole qui a toujours fait des pieds et des mains pour garder le journal en vie. *Et fort heureusement encore, il y a une belle relève dans le communautaire, et politiquement parlant, la région ne se résume pas qu'à son «mystère de droite», loin s'en faut.

Autrement, l'argent étant le nerf de la guerre, il faut absolument que l'actuel gouvernement augmente notre financement de base et comprenne que les

médias communautaires ne sont pas utiles qu'en temps de crise pour sa publicité (pandémie); ce faisant, il doit impérativement leur consentir sur une base régulière au moins quatre pour cent (4%) de son volume publicitaire. Cette promesse d'un quatre pour cent, annoncée une première fois en 1995 par Jacques Parizeau, a été reprise par les gouvernements successifs, mais ne s'est hélas jamais concrétisée.

Les bottines doivent suivre les babines! C'est l'avenir des médias communautaires qui se joue. C'est notre accès à une information locale libre qui en dépend. C'est la garantie d'une saine et meilleure démocratie.

Longue vie à Droit de Parole et aux médias communautaires et alternatifs du Québec!

** Selon une enquête menée par la firme Advanis-Jolicoeur en 2018, le taux d'appréciation de la presse communautaire écrite était de 94 % chez le lectorat rejoint.*

Droit de parole

L'AMECQ vous souhaite un joyeux
temps des Fêtes

Les étincelles de rébellion et d'espérance de *Droit de Parole*

Pierre Mouterde, *Droit de Parole*, Québec, octobre 2024

Ce n'est pas rien... 50 ans de vie pour un journal qui se dédie aux luttes urbaines et populaires des quartiers centraux de la ville de Québec! Surtout si on relie ces 5 décennies passées au contexte social et politique d'aujourd'hui où la rumeur des grands médias officiels, alliée à celle bavarde et fragmentée des médias sociaux, ont peu ou prou transformé le traditionnel quatrième pouvoir des médias en un pouvoir largement sous influence.

Comment, dans ce contexte médiatiquement si asphyxiant, ne pas trouver quelque chose de prometteur et d'encourageant à cette présence obstinée du journal *Droit de parole* sur la scène médiatique de la Capitale nationale?

Après tout, il ne s'agit que d'un journal militant d'informations locales tiré sur papier à quelques milliers d'exemplaires, rappelant avec le peu de moyens dont il dispose les préoccupations de «la société civile d'en bas» ainsi que ses aspirations à «un autre monde possible». Car ce que *Droit de parole* a toujours cherché à faire, c'est de rendre compte des exaspérations et préoccupations de ceux et celles qu'on oublie trop souvent, tout comme des raisons de fond – économiques, environnementales et culturelles – qui les mobilisent et les font vouloir se faire entendre coûte que coûte.

C'est là une bataille toujours à recommencer entre le petit David armé de sa seule fronde de journaliste-artisan et le géant Goliath bombant le torse et paradant sous l'armure de ses algorithmes tout puissants!

L'élan subversif des années 1970 ?

Il faut dire que *Droit de parole* est né dans une époque faste pour les luttes sociales et politiques, celle des années 1970, dont il a sans doute gardé une partie de l'élan subversif.

C'était une époque dont nous sommes loin aujourd'hui et qui emportait avec elle d'intenses volontés de changement collectives, elles-mêmes marquées par une audace et un optimisme tels que tout paraissait possible, jusqu'à l'idée de faire naître un pays, le pays du Québec.

C'était une époque où les groupes de citoyens étaient particulièrement actifs et entreprenants et où surtout il existait au Québec un projet collectif à travers lequel les luttes les plus locales prenaient un sens et pouvaient s'inscrire dans la durée. *Droit de parole* était d'abord l'instrument médiatique, l'organe de presse des groupes communautaires ou comités de citoyens en lutte. Il était donc très directement leur porte-voix, l'expression même de leurs combats: une sorte de mini quatrième pouvoir, plus militant, dénonciateur et critique que celui de ses porte-parole officiels; susceptible donc de contrebalancer les énormes pressions qu'il subissait déjà.

C'est là que s'est forgé le projet de fond de *Droit de parole*: faire contrepoids au pouvoir des puissants; faire entendre la voix des sans voix; et surtout ne pas craindre de le faire, à l'encontre des diktats des différentes administrations municipales, si souvent

soumises aux intérêts des grands lobbies économiques et financiers de la ville.

Droit de parole a donc développé un ton militant et souvent iconoclaste, une liberté éditoriale critique et alternative qu’il n’a jamais perdue et qui fait son originalité. Et cela, malgré tous les obstacles qu’il a pu rencontrer en chemin: la peine récurrente à trouver et former une relève en termes de rédacteurs ou de journalistes, ou encore la difficulté à assurer des revenus financiers suffisants, à permettre des parutions régulières, à rester au cœur de l’actualité militante tout en faisant connaître plus largement son message.

Un authentique et puissant cinquième pouvoir ?

Contre vents et marées, *Droit de parole* a tenu le coup, ne cessant de raviver dans le ciel de Québec ses étincelles de rébellion et d’espérance. Voilà ce qui reste prometteur et nous pousse à imaginer quelques-uns des objectifs qu’il pourrait se donner pour les 50 prochaines années.

Car à l’heure des GAFAM, de la montée du populisme de droite et des périls écologiques, il n’est pas interdit de rêver à ce dont on aurait besoin aujourd’hui en termes d’information locale ou régionale à Québec. Oui, pourquoi ne pas imaginer – en cherchant à disposer de plus de moyens et à cibler mieux son message – que

Droit de parole puisse élargir son bassin de lecteurs et de lectrices, bien au-delà du cercle d’initiés et de militants convaincus? Et pourquoi ne pas rêver qu’il puisse devenir – dans le contexte de la ville de Québec – un authentique et puissant cinquième pouvoir médiatique critique et alternatif, capable de tenir tête au discours médiatique dominant devenu si dépendant des intérêts sonnante et trébuchant de grands groupes économiques et financiers de la région?

Et au passage, en allant à rebrousse-poil de toutes les tendances à l’œuvre, pourquoi ne pas s’acharner à préserver un journal qui paraisse aussi en format «papier», accessible donc à ceux et celles qui, si nombreux encore, ne peuvent faire usage du web et auraient pourtant le droit de disposer de moyens adaptés pour rester informés de ce qui se passe dans leur ville?

Il en va de cette convivialité culturelle, urbaine, communautaire et citoyenne à laquelle *Droit de parole* s’est toujours dédié. Une autre de ses originalités !

Donner vie et force à ces idées en germe, travailler pas à pas à mettre sur pied, avec tant d’autres, ce cinquième pouvoir critique et alternatif, n’est-ce pas ce à quoi les 50 ans d’étincelles de rébellion et d’espérance de *Droit de Parole* ne cessent de nous convier aujourd’hui?



Photo de la une (détail), septembre 2015. Archives DDP

Le Papotin s'associe au Babillard Dudswell pour son 40^e

Jean-Marc Brais, *Le Haut-Saint-François*, Cookshire-Eaton, octobre 2024

Le journal *Le Papotin* de Dudswell soulignait récemment ses 40 ans d'existence lors d'un cocktail dinatoire tenu au centre communautaire de Marbleton. Pour assurer sa pérennité et sa présence en ligne, le journal papier s'associe avec le groupe Facebook Babillard Dudswell.

Le Papotin a été fondé par quatre femmes : Claire Manseau, Nicole Grenier, Cécile Perreault et Céline Breton. À ses débuts, l'impression était faite dans les bureaux de Graymont. Depuis 1984, il s'est publié 300 éditions du *Papotin*. Celles-ci ont été épluchées une par une par Mireille Rodrigue et Jasmine Marcotte en vue des célébrations du 40^e.

Les deux bénévoles ont ainsi déterré la nomination de la résidente de Bishopton, Sylvie Fontaine, en tant que première pompière volontaire au Québec en février 1991. L'année suivante, on apprenait que les frais interurbains étaient abolis pour les appels entre Dudswell et Sherbrooke.

Dudswell virtuel

Le Papotin «est l'ADN de la municipalité puisqu'il est là depuis tellement longtemps, considère la mairesse Mariane Paré. C'est quand même une fierté de voir qu'on puisse maintenir un journal dans le contexte actuel.»

N'empêche que le contexte «est difficile pour les journaux papier, concède le président du *Papotin*, Dominic Provost. On tient absolument à garder le papier le plus longtemps possible», mais l'équipe derrière le journal se rendait bien compte qu'elle devait assurer une plus grande présence en ligne.

C'est là qu'entre en jeu le babillard virtuel local. «On aurait pu créer notre propre plateforme numérique, mais à Dudswell, il y a un élément extraordinaire, une force vive qui s'appelle Babillard Dudswell», poursuit celui qui est aussi directeur général de la MRC et du CLD du HSF.

C'est ainsi que prochainement, les textes du *Papotin* se retrouveront publiés sur le groupe [Facebook du Babillard](#). Les administratrices du groupe, Jasmine Marcotte et Julie Gosselin, se disent déjà grandement sollicitées par la gestion bénévole de cette communauté virtuelle de 6000 membres. Alors, pourquoi s'adjoindre une charge supplémentaire? «Pour que *Le Papotin* puisse célébrer un 60^e dans 20 ans», espère Mme Marcotte.



Une cinquantaine de citoyens de Dudswell, de lecteurs, de collaborateurs anciens et actuels étaient réunis pour souligner les 40 ans du *Papotin*.

40 ans de *L'Attisée* : un feu qui ne s'éteint pas

Hervé Bernier, *L'Attisée*, Saint-Jean-Port-Joli, novembre 2024

C'est avec une immense fierté que je prends la plume aujourd'hui pour célébrer avec vous un anniversaire d'exception : les 40 ans de votre journal communautaire *L'Attisée*. Quarante ans au cours desquels nous avons tissé des liens, partagé des histoires et reflété le cœur battant de notre communauté.

Lorsque les premières pages de *L'Attisée* ont vu le jour, personne n'aurait pu imaginer l'impact qu'aurait ce petit journal local sur notre quotidien. Né d'une volonté de créer un espace d'expression et d'échange, *L'Attisée* est devenu un incontournable de notre paysage médiatique communautaire. Au fil des ans, notre journal a évolué, s'adaptant aux changements de notre société. Des premières pages imprimées aux articles en ligne, *L'Attisée* a su rester à l'affût des nouveautés tout en conservant son âme authentique.

Un miroir de notre communauté

L'Attisée, c'est bien plus qu'un simple journal. C'est un miroir qui reflète notre communauté dans toute sa diversité. Au fil de ses pages, nous avons célébré des réussites, partagé des préoccupations et soutenu des initiatives. Nous avons donné une voix à ceux qui n'en avaient pas, et nous pensons avoir créé un sentiment d'appartenance. Grâce à *L'Attisée*, nous avons appris à mieux nous connaître, à apprécier nos différences et à renforcer les liens qui nous unissent. Nous avons découvert des talents cachés, des histoires incroyables et des initiatives inspirantes.

Un avenir prometteur

Alors que nous célébrons nos 40 ans, nous sommes plus déterminés que jamais à poursuivre notre mission. Alors que la tendance actuelle profite aux médias sociaux, *L'Attisée* continuera, nous l'espérons, d'être un espace ouvert à tous, où chacun peut s'exprimer librement et contribuer à bâtir une communauté plus forte et plus unie.

Nous souhaitons remercier tous ceux qui ont contribué à faire de *L'Attisée* ce qu'il est aujourd'hui : nos fidèles lecteurs, nos rédacteurs bénévoles, nos annonceurs, nos membres, nos partenaires et tous ceux qui nous soutiennent de près ou de loin. Ce numéro spécial est une occasion de nous remémorer les moments forts de notre histoire, de rendre hommage à ceux qui nous ont quittés et de célébrer l'avenir qui nous attend. Merci à tous, et à 40 autres années de *L'Attisée* !



Très chère Marie-Josée

Danielle Magny, *L'Alliance de Preissac*, Preissac, octobre 2024

Ça y est, le décompte final est lancé. L'édition de septembre 2024 l'a démarré au compte de 10. Bientôt, ta route prendra les couleurs de tous les beaux projets qui te tiennent à cœur et qu'il te tarde de concrétiser enfin. Déjà, avec l'édition d'octobre 2024, le décompte en est à 9, c'est fou comme le temps file et nous échappe.

Mais sache, chère Marie-Josée, combien j'ai pu constater ton profond engagement envers notre journal communautaire au fil de ces 24 ans. Dès que tu t'y es impliquée, bénévolement à l'époque, tu t'y es engagée sérieusement, y ajoutant ton professionnalisme et y mettant ta volonté d'apprendre. Mais surtout, tu as participé concrètement tant à l'élaboration qu'à l'évolution du journal *L'Alliance de Preissac*. Et par-

dessus tout, ta joie de vivre et ta bonne humeur indéfectibles mettaient des rayons de soleil même les jours gris.

Tu peux le dire haut et fort, au dernier jour du décompte, au moment de mettre sous presse l'édition de juin 2025, tu auras toutes les raisons d'être fière de tout ce que tu as accompli pour notre journal et pour nous tous, les Preissacois.

Merci; ce mot tout simple, quand bien même je l'écrirais cent fois, mille fois, ce ne serait pas assez pour t'exprimer toute notre reconnaissance.

Merci de m'avoir permis de connaître la personne extraordinaire que tu es. Merci beaucoup pour tout.



Marie-Josée Veilleux

Antoine-Michel LeDoux tire sa révérence

Jean-Pierre Fabien, *Le Sentier*, Saint-Hippolyte, septembre 2024

Il est une figure rassurante dans les pages du journal *Le Sentier*. Antoine-Michel LeDoux a commencé cette belle aventure en tant que journaliste en septembre 2014, il y a exactement 10 ans !

Par ses chroniques sur l'histoire des gens et de la municipalité, il a su nous présenter le quotidien d'époques antérieures et nous faire connaître les gens d'ici en recueillant des témoignages de leurs familles. C'est une contribution majeure à l'histoire de notre patrimoine qui ne fera plus partie de nos pages, à moins que nous ne trouvions une personne qui voudrait bien en assurer la relève.

Un journaliste prolifique

Les articles d'Antoine-Michel dans les pages du *Sentier* étaient bien documentés et il y en avait au moins deux par numéro, si ce n'est trois ! Non seulement a-t-il écrit sur notre histoire¹, mais aussi sur la paroisse et son église, sur le camp Bruchési, sur les inventions propres à nos Hippolytois créateurs, et aussi au sujet de quelques sportifs qui ont été de vraies étoiles. Soucieux du détail, notre journaliste publiait en même temps que ses textes des photos qui illustraient à merveille son propos.

Bien occupé depuis sa retraite

En juillet 2014, j'ai écrit un texte sur Antoine-Michel qui venait tout juste de prendre sa retraite de l'enseignement après 40 ans de loyaux services. Ce professeur a inculqué de belles valeurs à ses élèves pendant toutes ces années. Par la suite, il a accompagné de jeunes étudiants au baccalauréat en enseignement secondaire, les guidant dans leurs stages d'enseignement. Et Antoine-Michel avait toujours des idées et de l'énergie pour innover. En octobre 2023, une douzaine de journalistes du *Sentier* ont assisté à une formation sur la prise de vidéo. Cela a tôt fait d'enrichir les pages de notre site Web par l'ajout de capsules

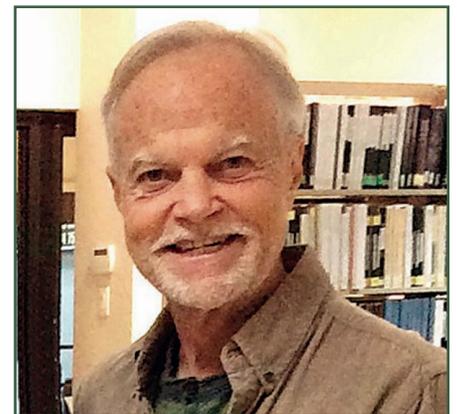
vidéo, qui sont complémentaires à l'information qui peut être lue dans le journal papier.

Nul doute qu'Antoine-Michel veillera à s'engager dans d'autres domaines pour les mois et les années à venir. C'est un homme actif et passionné qui continuera à venir se ressourcer sur son terrain boisé situé tout près du lac Connelly.

Au plaisir de le croiser à nouveau !

Nous lui souhaitons la meilleure des chances pour la réalisation de ses nouveaux projets et le remercions de tout cœur pour tout ce qu'il a accompli de 2014 à 2024. Nous avons eu une chance incroyable de le compter parmi nous en tant que journaliste et en tant qu'administrateur au Conseil d'administration du *Sentier* depuis 2022. Bon parcours de vie, Antoine-Michel, et au plaisir de te croiser et de te rencontrer à Saint-Hippolyte ou bien ailleurs !

¹ *Durant sa période journalistique au Sentier, Antoine-Michel a souligné d'admirable façon le 150e anniversaire de notre municipalité en rédigeant en 2020 Saint-Hippolyte sur les chemins de son histoire. Par la suite, il a publié en 2023 un livre sur le Camp Bruchési (Site Camps de vacances Bruchési: 1 880 à aujourd'hui) ainsi qu'un ouvrage sur l'église de Saint-Hippolyte, intitulé Des cendres, jaillit sa lumière.*



Antoine Michel LeDoux, photo courtoisie

Merci Nicole Rowley Bédard !

Marc Cochrane, *Autour de l'Île*, Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans, septembre 2024

Personne clé de la fondation d'*Autour de l'île* en 1997, Nicole Rowley Bédard a décidé de passer le flambeau.

Grande bénévole à l'île d'Orléans depuis plusieurs décennies, la résidente de Saint-Pierre a décidé de démissionner de son poste de correctrice du journal communautaire avant impression et de celui de membre du comité de rédaction.

Le conseil d'administration, la permanence et les nombreux bénévoles peuvent la remercier de son immense implication au sein du journal des insulaires.

Nicole a joué un rôle important à la première table de concertation de l'île, en 1996, où, entre autres, le projet d'un journal communautaire pour toute l'île a vu le jour. Mme Rowley Bédard a été l'une des personnes fondatrices du journal *Le Quêteux*, à Saint-Pierre, et a assumé bénévolement pendant plusieurs années les fonctions de rédactrice en chef d'*Autour de l'île*.

S'impliquant déjà à fond dans plusieurs organismes de la communauté orléanaise, la sympathique dame a trouvé du temps pour signer des reportages originaux se démarquant par l'exclusivité des sujets et par la beauté de sa plume.

Nicole Rowley Bédard a réussi, par son implication de tous les instants, à faire connaître des gens, des organismes ou des initiatives qui autrement seraient demeurées dans l'ombre.

Souriante et engagée, Nicole a représenté la bénévole idéale pour le journal, car elle se distinguait par son sens de l'entraide et son respect des autres membres de l'équipe.

La preuve de son impact au sein de journal et de son milieu a été notamment démontrée en 2011, alors qu'elle a mérité le prestigieux Prix Reconnaissance Gabrielle-Bouffard et Oscar-Ferland de la Caisse Desjardins de L'Île-d'Orléans pour son implication majeure dans sa communauté.

Le bénévolat de Nicole Rowley Bédard a atteint une renommée nationale lorsqu'elle a remporté le Prix du Gouverneur général pour l'entraide en 1996.

Paroisse de Saint-Famille-de l'Île-d'Orléans, Comptoir de partage, Association bénévole de l'île d'Orléans, Centre d'hébergement Alphonse-Bonenfant, Brebis de Jésus et La C.O.R.V.É. représentent une partie du vaste éventail de l'implication majeure de Nicole au sein de la communauté orléanaise.

Dans un vibrant témoignage qu'elle a livré dans l'édition spéciale du 25^e anniversaire d'*Autour de l'île*, Nicole a rappelé les débuts modestes du journal communautaire qui a, par la suite, ravi de nombreux prix à l'échelle provinciale.

« Il faut se rappeler les conditions de travail rudimentaires des artisans de ce journal, car tous n'avaient pas d'ordinateur: il fallait recopier plusieurs textes, sauf ceux qui nous étaient transmis sur disquettes. On devait se rendre chez l'imprimeur, à Saint-Romuald, pour approuver le tout avant l'impression. Comme nous n'avions pas de coordonnatrice, les appels téléphoniques rentraient chez moi, les jours de semaine et les dimanches », s'est-elle remémorée.

(suite...)

Découvertes et rencontres

Nicole a conservé des souvenirs impérissables de cette aventure de près de 30 ans au sein d'*Autour de l'île*.

«Au fil de ces années au journal, j'ai eu le bonheur de découvrir les trésors de l'île d'Orléans et les insulaires qui m'ont permis de faire connaître leur histoire, leurs exploits, leurs réalisations. Tous ceux et celles qui ont œuvré au sein du journal et avec qui j'ai eu la joie de travailler ont été de fidèles ambassadeurs de la voix des Orléanais. Grâce à eux, le journal *Autour de l'île* fait maintenant partie de notre patrimoine. Puisse-t-il vivre encore longtemps et susciter la participation d'autres bénévoles qui aimeraient contribuer à sa pérennité», a confié la petite dame au grand cœur.

Au nom des membres du conseil d'administration, de la permanence et des bénévoles du journal, l'auteur de ces lignes tient à rendre hommage à cette grande bénévole qui a consacré temps et énergie à la noble cause d'un journal communautaire.

Merci Nicole pour ton implication de tous les instants. Tu laisses une trace indélébile de ton passage au sein du journal, dont tu as écrit plusieurs pages de sa belle histoire.

Prends soin de toi et continue de nous lire !



Nicole Rowley Bédard va poursuivre son bénévolat auprès d'autres organismes de l'île.

© Marc Cochrane

Merci Nicole Morel !

Dominic Provost, *Le Papotin*, Dudswell, octobre 2024

Elle nous avait avertis il y a plusieurs mois; elle nous le rappelait périodiquement; cela nous faisait peur! Lors de la dernière rencontre de notre conseil d'administration, la décision est tombée: Nicole Morel démissionne.

Malgré que nous l'anticipions, le choc est total. Quelle perte inestimable, à la fois comme collègue complice, bénévole modèle, mais aussi au regard de l'immense chaise à combler! Nous avons passé la moitié de la réunion à passer à travers ses nombreuses tâches et

responsabilités et à chercher une relève parmi nous. Elle en faisait du travail! Un engagement sans borne, souvent pour des choses essentielles et méconnues.

Elle nous quitte après 15 années de loyaux services dans notre communauté. Nicole est également impliquée dans d'autres CA et activités et elle déménage bientôt à Sherbrooke; Dudswell perd une grande citoyenne! Merci mille fois et beaucoup de bonheur pour l'avenir!



Photo prise le dimanche 8 septembre, Nicole était accompagnée de Pierre-Olivier Poulin et les deux calèchiers étaient Corine Gagnon et Steeve Beauregard.

Gabrielle Jean, d'autres responsabilités

Le conseil d'administration, *Au Fil de la Boyer*, Saint-Charles-de-Bellechasse, octobre 2024

Après trois années de travail acharné, Gabrielle Jean a quitté son poste de rédactrice en chef de *La Boyer*. Très engagée dans la communauté, à la bibliothèque, au Parc riverain, à l'école des Perséides et dans certaines activités des Loisirs, il ne fait aucun doute que les défis ne lui manquent pas.

Elle laisse un vide immense, loin d'être facile à remplacer. En effet, Gabrielle était devenue, au fil du temps, une bénévole très impliquée. Elle voyait à tout: l'écriture d'articles, la production de l'édition, la page Facebook, la publicité et de nombreuses autres tâches administratives.

La bonne nouvelle: elle continuera à être journaliste et photographe pour *La Boyer*. Vous aurez donc encore l'opportunité de lire de ses articles et de voir certaines de ses photos dans les prochaines éditions.

Effectivement, elle sera la porte-flambeau du journal auprès des Perséides (Étincelle) de la bibliothèque et pour certains événements qu'elle organise dans le cadre des Loisirs.

Le conseil d'administration remercie Gabrielle pour la qualité de son énorme contribution à l'essor de *La Boyer*.



*Gabrielle Jean remportant la mention d'honneur du prix Raymond Gagnon 2024
(Crédit photo: Facebook, Au fil de La Boyer)*



BULLETIN TRIMESTRIEL

L'AMECQdote

ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

L'AMECQdote est distribué par courriel quatre fois par année aux membres et sympathisants.

Rédacteur en chef : Yvan Noé Girouard
Conception graphique : Isabel Mayorga Tello
Correction : Patricia Garceau



86, boulevard des Entreprises, bureau 206
Boisbriand (Québec) J7G 2T3
Tél. : 514 383-8533 1-800-867 8533
medias@amecq.ca www.amecq.ca

Conseil d'administration

Président :
Joël Deschênes, *L'Écho de Cantley*, Cantley

Secrétaire :
Yvan Noé Girouard, directeur général

Délégués régionaux :

Abitibi-Témiscamingue :
Valérie Martinez, trésorière, *L'Indice bohémien*, Rouyn-Noranda

Capitale-Nationale/Saguenay-Lac-Saint-Jean/Mauricie :
Nathalie côté, *Droite de parole*, Québec

Montréal/Laurentides/Outaouais :
Loyola Leroux, *Le Sentier*, Saint-Hippolyte

Chaudière-Appalaches :
Raynald Laflamme, *L'Écho de Saint-François*, Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud

Estrie/Centre-du-Québec/Montérégie :
Nelson Dion, vice-président, *Journal Mobiles*, Saint-Hyacinthe

Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord :
Julie Tardif, *Le Pierre-Brillant*, Val-Brillant

**Culture
et Communications**

Québec 

L'Association des médias écrits communautaires du Québec reçoit le soutien du ministère de la Culture et des Communications.